



QUELLE PLACE POUR LA RELIGION DANS LA VIE POLITIQUE

AMERICAINE FACE A LA MONTEE DES “NONES”?

Amandine Barb*

Au-delà des traditionnelles références à Dieu dans les discours de campagne, la religion n'a pas eu d'influence significative sur le scrutin présidentiel du 6 novembre dernier. Si l'appartenance de Mitt Romney à l'Eglise mormonne a suscité de nombreux commentaires et analyses des deux côtés de l'Atlantique, et si, comme à chaque échéance électorale, les deux candidats ont régulièrement insisté sur l'importance de Dieu dans leur vie personnelle, la religion a joué un rôle relativement marginal dans une course à la Maison-Blanche largement dominée, comme en 2008, par les enjeux économiques et sociaux liés aux conséquences de la crise financière. Mais la publication en octobre 2012, au coeur de la campagne présidentielle, d'un rapport du *Pew Forum on Religion and Public Life* révélant que les “sans religion” -les individus non affiliés ou qui ne s'identifient pas à une Eglise ou à une dénomination religieuse- représentent désormais un cinquième de la population américaine, a néanmoins soulevé de nouvelles interrogations plus générales quant à l'avenir des rapports, souvent étroits, entre politique et religion aux Etats-Unis. L'augmentation continue de ces “*nones*”, comme ils sont surnommés outre-Atlantique, pourrait en effet obliger les deux partis -et particulièrement les démocrates- à reconsidérer certaines de leurs

stratégies à l'égard de la religion afin de mieux prendre en compte cette fraction de plus en plus importante de l'électorat américain.

Après que Mitt Romney ait été officiellement désigné candidat du "Grand Old Party" (GOP) à la Maison-Blanche, au détriment d'autres prétendants plus conservateurs et aux profils religieux plus traditionnels -notamment l'ancien Sénateur catholique de Pennsylvanie, Rick Santorum- les analyses sur la place de la religion dans la campagne présidentielle américaine se sont essentiellement focalisées sur l'appartenance de l'ancien gouverneur du Massachusetts à l'Eglise mormonne. Pour calmer les inquiétudes de l'*establishment* républicain, déjà perceptibles pendant les primaires de 2007, quant à sa capacité à mobiliser les évangéliques, électorat clé du GOP et traditionnellement méfiants à l'égard du mormonisme qu'ils considèrent comme une "secte", Romney a dû prouver sa compatibilité idéologique avec la base religieuse du parti tout en la rassurant sur ses croyances personnelles. Conseillé par un "ambassadeur évangélique", Mark DeMoss, dans son entreprise de séduction des chrétiens conservateurs, Romney a durci ses positions sur l'avortement et le mariage homosexuel, et a activement soutenu au printemps 2012 la mobilisation des évangéliques et des catholiques contre l'administration Obama, accusée de mener une "guerre contre la religion" au travers de son décret controversé sur le remboursement de la contraception. En parallèle, Mitt Romney a aussi stratégiquement tenté d'esquiver les questions sur ses croyances tout au long de la campagne, allant même jusqu'à éviter de faire explicitement référence au "mormonisme" ou à "l'Eglise des Saints des Derniers Jours" lorsqu'il était interrogé dans les médias sur sa religion ou sur ses années passées en France en tant que missionnaire.

Au final, le "problème mormon" de Romney n'a eu aucun impact notable sur les résultats de l'élection. Le candidat républicain a réussi à préserver le "*God gap*" – le principe selon lequel les républicains remportent traditionnellement les voix des électeurs les plus religieux– que

Barack Obama avait pourtant partiellement réduit en 2008,¹ et les évangéliques se sont largement mobilisés en faveur de Romney, votant pour lui à près de 80% (+ 6% par rapport à McCain), tout comme les protestants *mainstream*, non évangéliques (54%), les catholiques blancs (59%), et les mormons (78%).² Obama, qui avait fait un geste symbolique en direction de l'électorat religieux pendant la campagne en soutenant l'inclusion controversée du mot "Dieu" dans le programme officiel du parti démocrate à la Convention de Charlotte,³ a notamment remporté les voix des catholiques latinos (75%), et des juifs (69%), parmi lesquels le Président a néanmoins perdu près de dix points par rapport à 2008 (78%). Mais de manière générale, et comme il y a quatre ans, la religion et les enjeux moraux et sociaux qui lui sont étroitement liés aux Etats-Unis –avortement, mariage homosexuel– ont eu relativement peu d'impact sur le choix d'une majorité d'électeurs. Les sondages de sortie des urnes ont ainsi montré que 60% des Américains ayant voté le 6 novembre étaient d'abord préoccupés par l'économie, 18% par l'avenir du système de santé et 15% par le problème de la dette publique.⁴

Si les habituels rapports de force politico-religieux sont donc restés inchangés, les élections de 2012 ont néanmoins été remarquables du point de vue de la religion en ce qu'aucun des quatre candidats en lice n'était affilié à une Eglise protestante –une première dans l'histoire des Etats-Unis. En effet, alors que Mitt Romney était le premier mormon à briguer la Maison Blanche, les deux prétendants à la vice-présidence, le républicain Paul Ryan et le démocrate Joe Biden étaient catholiques, et Barack Obama lui-même, bien qu'il évoque régulièrement sa foi chrétienne et cite fréquemment la Bible dans ses discours (en partie également pour montrer qu'il n'est pas musulman comme le pensent encore 17% des Américains⁵),

¹ 63% des Américains qui vont à l'Eglise plus d'une fois par semaine ont voté pour Romney (contre 55% en 2008 pour McCain).

² "How the Faithful Voted: 2012 Preliminary Analysis", *The Pew Forum on Religion and Public Life*, 7 novembre 2012.

³ SULLIVAN, Sean. "Democrats add Platform Language on Jerusalem, God", *The Washington Post*, 5 septembre 2012.

⁴ "Exit Poll for Presidential Race", *www.cbsnews.com*, 6 novembre 2012.

⁵ "Little Voter Discomfort with Romney's Mormon Religion", *The Pew Forum on Religion and Public Life*, 26 juillet 2012.

n'appartient officiellement à aucune Eglise depuis son départ en 2008 de la United Church of Christ à la suite du scandale provoqué par les déclarations controversées du pasteur Jeremiah Wright. La trajectoire religieuse non linéaire d'Obama –élevé dans une famille agnostique, devenu chrétien sur le tard au cours de ses années passées comme “*community organizer*” dans les banlieues de Chicago, puis finalement croyant non affilié– est d'ailleurs proche de celle d'une part croissante de ses concitoyens, de plus en plus nombreux aujourd'hui à quitter leur Eglise et à se dire “sans religion”. Cette tendance lourde à la désaffiliation religieuse outre-Atlantique, remarquée par les démographes et sociologues américains depuis le début des années 2000, a été confirmée en octobre par un rapport du *Pew Forum on Religion and Public Life*,⁶ qui a révélé qu'environ 20% des Américains sont aujourd'hui des “nones” -alors qu'ils étaient 7% en 1990 et 14% en 2001. Bien qu'une majorité de ces “non affiliés” (68%), affirment croire en Dieu (pour l'ensemble de la population, le taux approche les 90%, un record parmi les démocraties occidentales), et que les non croyants déclarés ne soient toujours qu'une petite minorité (5%), le fait que 46 millions d'Américains ne s'identifient plus aujourd'hui à aucune religion représente sans aucun doute l'une des évolutions les plus significatives du paysage confessionnel outre-Atlantique depuis près d'un demi-siècle.

Cette nouvelle donne (a)religieuse -à laquelle s'ajoute la baisse parallèle du nombre de protestants évangéliques et non évangéliques (respectivement moins 2% et 3% depuis 2007)- pourrait avoir des conséquences sur la place traditionnellement occupée par la religion dans la société et la vie publique américaines. Outre qu'elle conduit à repenser une nouvelle fois le prétendu “exceptionnalisme” religieux des Etats-Unis, largement analysé depuis Tocqueville, elle invite aussi à reconsidérer les rapports entre religion et politique partisane outre-Atlantique. Ces évolutions concernent particulièrement le parti démocrate, puisque si les “non affiliés” sont aujourd'hui un cinquième de la population, ils constituent aussi dorénavant presque un quart (24%) des électeurs ou sympathisants démocrates, une

⁶ “Nones on the Rise. One-In-Five Adults Have No Religious Affiliation”, *The Pew Forum on Religion and Public Life*, 9 octobre 2012.

augmentation de 7% par rapport à il y a cinq ans. Et les “nones” apparaissent d’autant plus stratégiquement importants que 32% des Américains de 18 à 29 ans se disent “non affiliés”, ce qui laisse à penser que leur poids démographique et électoral va encore davantage peser dans les années à venir, et que, comme l’affirme le politologue John Green, ils pourraient donc devenir “*aussi importants pour la coalition du parti démocrate que les religieux conservateurs pour la coalition du parti républicain*”.⁷ A cet égard, la principale difficulté pour le parti de l’âne est que les “nones” -électorat jeune, disparate, peu engagé politiquement- tendent à moins voter que les évangéliques.⁸ Ainsi, pour les démocrates, tirer profit de ces réserves de voix potentielles et mobiliser davantage les “non affiliés” pour en faire une base électorale stable, comme les évangéliques le sont aujourd’hui pour le GOP, implique de mettre en place des stratégies spécifiques afin de rendre le parti plus inclusif en leur faveur, mais aussi, plus généralement, de repenser la façon dont le religieux est utilisé comme outil politique. Car ces Américains “non affiliés” accordent non seulement moins d’importance à la religion dans leur vie quotidienne,⁹ mais beaucoup d’entre eux affirment également que l’une des principales raisons qui les a décidé à quitter leur Eglise était précisément la lassitude et la frustration à l’égard des liens trop étroits entre religion et politique aux Etats-Unis, particulièrement depuis le début des années 2000 et le premier mandat de G.W. Bush.¹⁰

La mention des “non croyants” par Barack Obama dans son discours d’investiture de janvier 2009 –une première pour un président américain– avait déjà signalé la reconnaissance par le camp démocrate de cette nouvelle réalité du paysage religieux américain, de même que l’invitation à la Maison Blanche de représentants de la *Secular Coalition for America*, le principal lobby des “non-théistes” aux Etats-Unis, ou encore la participation de membres de l’*American Humanist Association*, un groupe de non croyants et de libres-penseurs, aux

⁷ Jenkins, Jake. “Courting the ‘None’ Vote. The Religiously Unaffiliated and the Future of American Politics”, *Center for American Progress*, 1er novembre 2012.

⁸ Ibid.

⁹ Seuls 23% des Américains “non affiliés” considèrent la religion comme “importante” dans leur vie.

¹⁰ Selon l’enquête du *Pew Forum*, 70% des Américains “non affiliés” affirment que les Eglises et autres institutions religieuses sont trop politisées aux Etats-Unis, contre 45% pour l’ensemble de la population. Voir également Fischer, Claude, Hout, Michael. “Americans with ‘No religion’, Why Their Numbers are Growing,” *American Sociological Review* 67 (2002): 165-190.

réunions du *White House Office of Faith-Based and Neighborhood Partnerships*, initialement créé sous G.W. Bush pour servir de liaison entre l'Etat fédéral et les groupes religieux. Une meilleure prise en compte de ces "non affiliés" impliquera également que les démocrates consacrent du "*temps et des ressources*" pour mieux comprendre les intérêts spécifiques de ces électeurs et pour tisser des liens au niveau local avec les organisations, de plus en plus nombreuses aux Etats-Unis, qui tentent de rassembler les "sans religion" et les non croyants.¹¹ Cette stratégie pourrait également se traduire à l'avenir par des références publiques moins explicites et moins fréquentes à Dieu ou à la Bible, en faveur d' "*une rhétorique politique plus inclusive*" -sans pour autant que la religion ne soit néanmoins complètement ignorée.¹² En effet, les démocrates devront parvenir à mobiliser les "nones" sans s'aliéner en contrepartie les minorités confessionnelles et les évangéliques progressistes qu'ils avaient entrepris de reconquérir après la défaite de John Kerry en 2004, en se rapprochant notamment des groupes de la "gauche religieuse", comme *Sojourners*, *Evangelicals for Social Action* ou *Catholics in Alliance for the Common Good* -des chrétiens attachés aux idéaux de justice sociale et qui s'opposent à la "droite religieuse", perçue comme essentiellement focalisée sur la protection des valeurs morales traditionnelles.¹³ Ces visées électorales contradictoires témoignent de la difficulté à maintenir un équilibre entre les dynamiques complexes, et parfois paradoxales, d'une société américaine certes méfiante à l'égard de l'instrumentalisation partisane de la foi et qui se détourne de plus en plus des religions organisées, mais où 67% de la population est pourtant toujours convaincue qu'un bon candidat à la Maison-Blanche doit avoir des "croyances religieuses fortes".¹⁴

Alors qu'une nouvelle enquête du *Pew Forum* vient de révéler que onze membres du nouveau Congrès élu en novembre dernier affirment être "non affiliés" ou "ne pas avoir de

¹¹ Barb, Amandine. "You Can Be Good Without God. Non-Believers in 21st Century America", *Amnis. Revue de Civilisation Contemporaine Europe/Amérique*, 11/2012.

¹² Jenkins, Jake, op.cit.

¹³ Voir notamment l'ouvrage de Jim Wallis, fondateur de *Sojourners* et l'une des principales figures de la gauche religieuse américaine: *The Great Awakening : Reviving Faith and Politics in a Post-Religious Right America*. New York : HarperOne, 2008.

¹⁴ "Little Voter Discomfort with Romney's Mormon Religion", op.cit.

religion particulière” -un nombre marginal mais néanmoins sans précédent sur *Capitol Hill*¹⁵- il semble donc inévitable, à plus ou moins long terme, que cette évolution majeure du paysage religieux américain que constitue l’augmentation du nombre de “nones”, ait un impact sur les rapports entre religion et politique aux Etats-Unis. Au sein même du GOP, certaines voix commencent d’ailleurs à s’élever afin d’encourager les républicains à ne pas négliger ces “non affiliés” (certes libéraux sur les questions de moeurs mais plus hésitants sur l’économie et les politiques fiscales), au risque d’apparaître encore un peu plus en décalage avec les évolutions de la société américaine et de laisser un avantage électoral dangereux à leurs rivaux démocrates.¹⁶ En ce sens, comme l’affirme Robert P. Jones, directeur du *Public Religion Research Institute*, l’élection présidentielle de 2012 a peut-être été “*la dernière*” au cours de laquelle une “*stratégie [entièrement] basée sur les électeurs chrétiens blancs*” a pu être considérée comme une “*voie plausible vers la victoire*”.¹⁷

**Amandine Barb doctorante au CERI vient de publier
"You can be good without God": Non-believers in 21st Century America' ",
AMNIS, *Revue de Civilisation Contemporaine Europes/Amériques*, 2012**

¹⁵ “Faith on the Hill: The Religious Composition of the 113th Congress”, *The Pew Forum on Religion and Public Life*, 2 janvier 2013.

¹⁶ Woodruff, Betsy. “The ‘Nones’ and the GOP”, *The National Review*, 17 décembre 2012.

¹⁷ Merica, Dan. “Religiously Unaffiliated, Minority Christians Propelled Obama’s Victory”, *www.cnn.com*, 15 novembre 2012.